



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 20 mars 2025

ZOOM : COLOMBIE – EN 2024, LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS STAGNE, ET LA PART DES PARTENAIRES EUROPÉENS DIMINUE.

Bolivie

En 2024, la Bolivie enregistre un déficit commercial de 845 M\$.

Colombie

L'économie colombienne enregistre une croissance de +2,6 % g.a. en janvier 2025.

En février, la confiance des consommateurs diminue et l'incertitude économique augmente.

Démission du ministre des Finances, après trois mois en poste.

Equateur

Le ministère de l'Agriculture souhaite la mise en culture de 20 000 nouveaux hectares de café d'ici 3 ans.

Guyana

Le Guyana explore des possibilités de commerce et d'investissements avec le Brésil.

ExxonMobil prévoit la mise en service d'un quatrième FPSO en 2025.

Pérou

Début 2025, la croissance économique dépasse les prévisions des analystes.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,75 % pour le troisième mois consécutif.

Suriname

Le Suriname adhère à l'Accord des Caraïbes avec la Banque africaine d'import-export.

Venezuela

PdVSA prévoit trois actions opérationnelles pour limiter l'impact de l'expiration de la LG41A.

En janvier et février, les recettes de PdVSA ont augmenté de +42 % en g.a.

En raison du déficit de production, Corpoelec est contraint de rationner la distribution d'électricité.

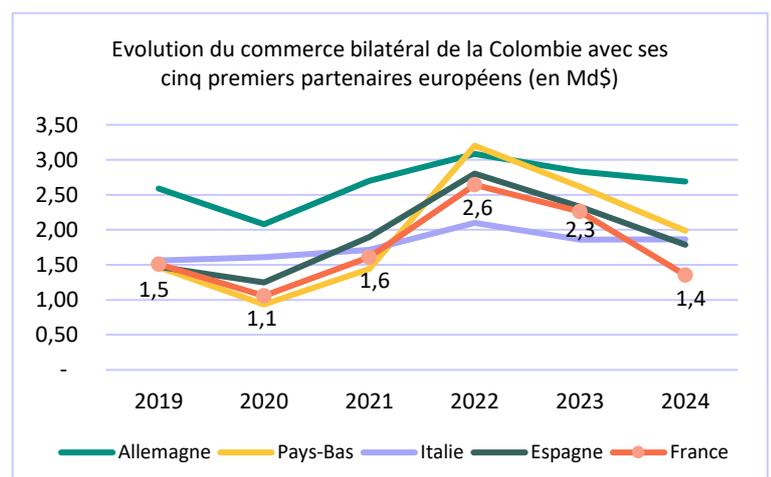
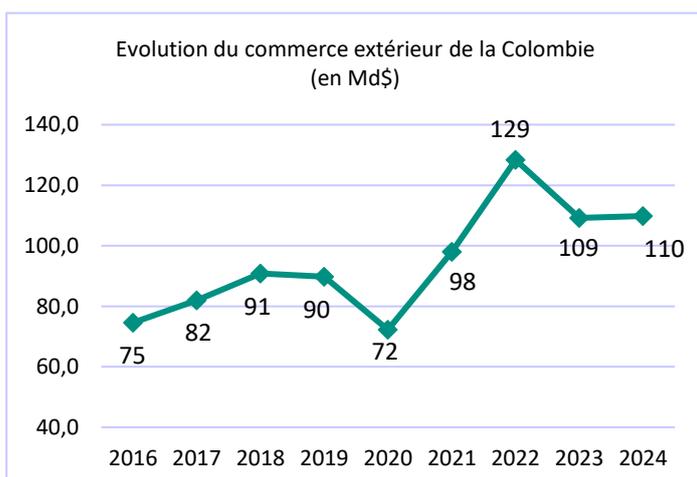
Zoom : Colombie – En 2024, le commerce extérieur de biens stagne, et la part des partenaires européens diminue.

Après une baisse importante en 2023 (-15 %), précédée par un rebond post-covid important (+36 % en 2021 et +31 % en 2022), **le commerce extérieur colombien a stagné en 2024 (+0,6 %)**. **Les échanges commerciaux du pays se sont élevés à 110 Md\$**. Le déficit commercial s'est établi à -10,8 Md\$, dans la continuité d'un solde négatif depuis 2014 (en moyenne -10,6 Md\$ ces dix dernières années).

Les exportations, stables par rapport à 2023, se sont établies à 50 Md\$, soit 14 % du PIB. Les exportations d'énergies fossiles ont baissé de -11 %, notamment le charbon (-22 %), alors que l'industrie minière et pétrolière du pays a vu son activité baisser de -5 %. Le secteur agroalimentaire a enregistré une hausse de +14 %, notamment grâce au café (+22 %) et aux bananes (+34 %). Les exportations manufacturières ont progressé de +4 %, portées par les produits chimiques (+7 %) et les équipements de transport (+12 %), tandis que les exportations d'or ont crû de +20 %.

Les importations ont progressé de +2 % pour s'élever à 64 Md\$ (soit 17 % du PIB), soutenues par les produits manufacturés (+4 %, soit 74 % des importations), malgré le léger recul du secteur manufacturier colombien en 2024 dans le PIB (-2 %, cf. zoom de [nos brèves du 21 février](#)). En particulier, les importations de produits chimiques et produits connexes ont enregistré une hausse de +6,9 %. Les importations de produits agroalimentaires ont quant à elles reculé (-2,5 %, pour atteindre 9 Md\$), tout comme celles des combustibles (-3,2 %, à 7 Md\$).

Les États-Unis restent le premier partenaire commercial de la Colombie en 2024 (27,1 % des échanges, pour un montant de 30 Md\$). **La Chine, deuxième partenaire (15,6 % des échanges), voit sa part progresser significativement** (+12 % en 2024). Les partenaires latino-américains de la Colombie représentent 27,6 % de ses échanges et maintiennent une part stable. En revanche, **le commerce avec ses principaux partenaires européens a chuté (-15 % en 2024)**, particulièrement avec les Pays-Bas, l'Espagne et la France – qui, à elle seule, a enregistré une baisse du commerce bilatéral de -40 % du fait du fort repli de livraison d'aéronefs sur l'année. Les trois premiers clients de la Colombie sont les États-Unis (14 Md\$ d'exportations), le Panama (4 Md\$) et l'Inde (3 Md\$), tandis que ses trois premiers fournisseurs sont les États-Unis (16 Md\$ d'importations), la Chine (15 Md\$) et le Brésil (3 Md\$).



Bolivie

En 2024, la Bolivie enregistre un déficit commercial de 845 M\$.

Ce déficit commercial est significativement supérieur à celui de 571 M\$ enregistré en 2023. En 2024, le pays a connu une baisse de ses exportations (-17 %, pour atteindre 9 Md\$) et de ses importations (-14 %, à 9,9 Md\$). Les principaux clients de la Bolivie sont le Brésil (17 % du total), suivi de la Chine (15 %) et du Japon (8 %). Ses principaux fournisseurs sont la Chine (14 %), le Brésil (14 %) et la Colombie (11 %).

La Bolivie a enregistré un excédent commercial de 103 M\$ avec le Brésil (avec 1,5 Md\$ d'exportations et 1,4 Md\$ d'importations), tandis que son déficit commercial avec la Chine s'est creusé à -850 M\$ (avec 1,4 Md\$ d'exportations et 2,2 Md\$ d'importations). Son plus grand excédent commercial a été enregistré avec le Japon (510 M\$, avec 717 M\$ d'exportations contre 207 M\$ d'importations).

La valeur des ventes d'hydrocarbures a chuté de -21 %, passant de 2,1 Md\$ en 2023 à 1,7 Md\$ en 2024. Les exportations de minerais ont également reculé de -19 %, de 5,7 Md\$ à 4,6 Md\$ (dû à un effet prix, étant donné que le volume a augmenté de +11 %). Parmi les exportations non-traditionnelles, la plus forte baisse a concerné le soja et ses dérivés, qui sont passés de 1,8 Md\$ en 2023 à 1,1 Md\$ en 2024.

Colombie

L'économie colombienne enregistre une croissance de +2,6 % g.a. en janvier 2025.

En variation mensuelle, la croissance désaisonnalisée s'est établie à +0,8 %. Si elle reste dynamique, **ce chiffre marque un ralentissement par rapport à la croissance de**

3,0 % en g.a. (et de 1,5 % en g.m.) enregistrée en décembre. Il a toutefois dépassé les anticipations des analystes, qui s'élevaient à 1,9%.

Les activités tertiaires ont été les plus dynamiques (+3,9 % g.a.), notamment grâce à l'administration publique, la défense, l'éducation, la santé, et les activités artistiques, de divertissement et de loisirs (+6,2 %); et grâce au commerce, aux transports, au stockage, à l'hébergement et à la restauration (+5,2 %). Ces derniers ont connu leur huitième mois consécutif de croissance en rythme annuel: l'activité du secteur atteint son plus haut niveau depuis septembre 2022. Les activités secondaires ont connu une hausse de +0,5 % g.a. (+0,6 % g.m.), principalement soutenue par la construction (+8,4 % g.a.), mais tirée vers le bas par la livraison de ciment (-7,4 % g.a.) – tandis que l'industrie manufacturière a crû de +1,9 % g.a, confirmant la reprise du secteur mentionnée dans [notre zoom du 21 février](#). Enfin, les activités primaires ont reculé de 0,1 % g.a. (avec cependant une hausse mensuelle de 1%), après +2 % en g.a. en décembre. L'extraction minière a particulièrement souffert sur le mois (-6,0 % g.a.), en raison d'une chute de -16,3 % de la production de charbon et de -1,8 % de l'exploitation pétrolière et gazière.

En février, la confiance des consommateurs diminue et l'incertitude économique augmente.

En février, l'Indice de Confiance du Consommateur (ICC) a diminué, pour atteindre -12 % (vs. -1,1 % en janvier 2025, et -9,4 % en février 2024). Cet indice est lui-même composé de deux autres indices, qui concernent les attentes des consommateurs quant à leurs futures perspectives économiques et leur perception de la situation économique actuelle ; ces deux indices ont connu des baisses (respectivement

de -11,6 p.p. et -9,7 p.p., pour atteindre -9,5 % et -15,7 %).

Par rapport à janvier 2025, l'ICC a diminué dans quatre des cinq villes étudiées, et dans les deux strates économiques inférieures (-17,7 p.p. et -4,9 % p.p. respectivement pour les classes inférieures et moyennes) – il a cependant augmenté pour les classes élevées (+3,5 p.p.). La propension à acquérir un logement a diminué (-4 p.p. pour atteindre -24,3 %), mais la propension à acheter des véhicules et des biens durables a légèrement augmenté (+2,6 p.p., pour atteindre -45,3 %).

En parallèle, l'Indice d'Incertitude de Politique Economique (IPEC) a atteint 295 en février, soit une augmentation de 100 points par rapport au mois précédent (195), et 79 points au-dessus du score de février 2024 (216). L'IPEC se maintient au-dessus de la moyenne 2000-2019 (100) pour le 77^e mois consécutif. Parmi les principaux facteurs expliquant ce score figurent la politique économique, sociale et géopolitique (56,7 %), ainsi que l'activité économique (14,9 %).

Ainsi, la reprise économique pourrait être plus fragile qu'anticipé, malgré des signaux globalement positifs par ailleurs.

Démission du ministre des Finances, après trois mois en poste.

Diego Guevara, ministre des Finances depuis décembre 2024, a déposé sa démission cette semaine. La sortie du ministre serait liée, selon l'ancien Ministre des Finances J.A. Ocampo, à une différence de stratégie avec le président Petro, le Ministre argumentant la nécessité d'effectuer une coupe budgétaire additionnelle dans le cadre de la crise budgétaire à l'œuvre, et le Président y étant opposé. Pour mémoire, les économistes soutiennent que ces mesures seraient indispensables pour que la règle budgétaire soit respectée en 2025 (ce qui n'a, a priori, pas été le cas en 2024, selon les analystes). Les

économistes alertent quant aux potentielles conséquences de la sortie du Ministre, via une plus grande incertitude impactant le taux de change et la perception du risque-pays, compliquant alors plus encore l'équation budgétaire pour le futur Ministre. Les TES (Títulos de Tesorería, obligations d'État émises localement par le gouvernement colombien) ont déjà été impactés, entre 15 à 20 p.p.

La difficile équation budgétaire sera le dossier pressant du nouveau Ministre, Germán Ávila. Proche de Petro et diplômé d'une licence en économie de l'Université Nationale, il était depuis 2024 président du Groupe Bicentenario, la holding financière publique intégrant les banques publiques de développement colombiennes.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,8%	29,8%	1618
Change USD/COP	1,9%	6,8%	4190
Change EUR/COP	1,8%	8,2%	4546
Prix du baril (Brent, USD)	-0,2%	-14,6%	70,87

Equateur

Le ministère de l'Agriculture souhaite la mise en culture de 20 000 nouveaux hectares de café d'ici 3 ans.

Le ministère de l'Agriculture a récemment mis en place un comité technique chargé du développement de la filière du café. Ce comité facilitera le dialogue avec le secteur privé, dans le but d'améliorer la compétitivité et la soutenabilité de la filière. **Un des objectifs fixés est la plantation de 20 000 hectares supplémentaires d'ici 2028.** Cette initiative permettra par ailleurs de recenser les producteurs de café, leur donnant ainsi accès à des formations et des crédits subventionnés. Actuellement, l'Equateur compte 26 000 hectares de café, ce qui pourrait quasiment doubler la production de café équatorien.

Guyana

Le Guyana explore des possibilités de commerce et d'investissements avec le Brésil.

Une délégation guyanienne a récemment conclu une mission commerciale de trois jours dans le nord du Brésil (Etat de Roraima). Dans le cadre d'efforts continus visant à améliorer le commerce transfrontalier entre les deux pays, elle avait pour objectif d'explorer les opportunités d'échanges et d'investissements avec le nord du Brésil et d'étendre la collaboration dans des secteurs tels que l'agro-industrie, l'industrie manufacturière, la construction, le tourisme, la distribution alimentaire et le développement portuaire.

Le gouverneur de l'Etat de Roraima a exprimé sa volonté d'élargir les relations commerciales et économiques avec le Guyana. La partie brésilienne a également exprimé son intérêt pour une collaboration dans les domaines du transfert technologique, grâce à des échanges universitaires. Selon le secrétaire aux Affaires étrangères du Guyana, son pays pourrait offrir l'accès à la mer l'Etat brésilien du Roraima. Enfin, la délégation guyanaise a manifesté son intérêt pour l'accroissement des échanges en matériaux de construction, l'importation de soja, de maïs et de céréales pour les marchés guyanais et caribéens, le développement portuaire et l'accès aux marchés.

ExxonMobil prévoit la mise en service d'un quatrième FPSO en 2025.

ExxonMobil est l'opérateur principal du bloc *Stabroek* situé au large du Guyana, dont les réserves estimées atteignent plus de 11 milliards de barils de pétrole. Jusqu'à présent, l'entreprise a obtenu des approbations pour six développements *offshores*, dont trois projets déjà en activité (produisant actuellement 650 000 bpd en moyenne).

Un quatrième FPSO (*floating production storage and offloading*), le plus grand jamais déployé au Guyana, devrait commencer son activité en 2025; conçu pour produire 250 000 bpd, il surpassera les FPSO actuels, qui produisent de l'ordre de 220 000 bpd. Par ailleurs, deux autres projets approuvés par le gouvernement du Guyana devraient être opérationnels en 2027. L'entreprise a annoncé être en train de mener des opérations de forage de développement pour leur mise en œuvre.

Pérou

Début 2025, la croissance économique dépasse les prévisions des analystes.

En janvier 2025, l'indicateur mensuel d'activité économique a augmenté de 4,1 % g.a., légèrement au-dessus des anticipations des analystes (+4,0 %). Cependant, en termes désaisonnalisés, l'activité économique a enregistré une baisse de -0,1 % g.m. Les secteurs primaires ont ralenti leur rythme de croissance, progressant de 4,4 % g.a. (vs. 9,0 % en décembre 2024), tandis que les secteurs non-primaires ont progressé d'environ 4,0 % g.a. (vs. 3,8 % en décembre 2024). Le PIB devrait ainsi croître d'environ 4 % g.a. au T1 2025 (vs. 1,4 % au T1 2024).

La Banque de Crédit du Pérou (BCP) a indiqué avoir revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2025, de 2,8 % à 3,2 %.

Cette révision est justifiée i) par des performances meilleures que prévu fin 2024, offrant un effet de report plus favorable pour 2025 ii) une accélération des dépenses privées en 2025 iii) une hausse des dépenses publiques supérieure aux prévisions précédentes – bien que le déficit budgétaire doive encore être réduit en 2024.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,75 % pour le troisième mois consécutif.

Après l'avoir réduit de 25 p.b. en janvier, la Banque centrale (BCRP) a annoncé maintenir son taux d'intérêt directeur à 4,75 % en mars.

Le comité de politique monétaire a justifié cette décision par la baisse attendue de l'inflation (1,48 % g.a. en février 2025), qui devrait se rapprocher du bas de la cible (2 % ± 1 p.p.) en mars avant de se stabiliser. Il a également souligné la reprise des indicateurs économiques et des attentes d'activité, ainsi que l'augmentation des risques liés aux restrictions du commerce mondial.

L'institution reste par ailleurs attentive aux évolutions de l'inflation et de l'économie pour ajuster, si nécessaire, sa politique monétaire, tout en réaffirmant son engagement à maintenir l'inflation dans la fourchette cible.

Suriname

Le Suriname adhère à l'Accord des Caraïbes avec la Banque africaine d'import-export.

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution multilatérale panafricaine de financement et de commerce. **Cet accord, qui concerne tous les pays de la CARICOM, avait été annoncé et signé par le Suriname en septembre 2022. Il a récemment été discuté et approuvé à l'Assemblée nationale du pays,** et devrait permettre la promotion et le financement du commerce entre les pays africains et le Suriname.

Grâce à cette adhésion, le gouvernement surinamais et le secteur privé pourront accéder aux instruments financiers d'Afreximbank – notamment, les PME du Suriname pourront contracter des prêts d'un

montant minimum de 5 M\$. Parmi les principaux secteurs bénéficiant du soutien de la banque figurent le tourisme, la santé, les énergies renouvelables, le transport maritime, l'exploitation minière, l'agroalimentaire, le secteur aérien et l'aquaculture.

Venezuela

PdVSA prévoit trois actions opérationnelles pour limiter l'impact de l'expiration de la LG41A.

La compagnie pétrolière publique vénézuélienne PdVSA prévoit un plan pour poursuivre la production et l'exportation de pétrole depuis les champs pétroliers en **joint-venture (JV) avec Chevron**, tout en limitant la pénurie en carburant que pourrait supposer la sortie de Chevron. Cette réaction de PdVSA fait suite à l'annulation des licences de l'OFAC à compter du 3 avril. Ces licences avaient permis à Chevron d'opérer et d'exporter son pétrole produit au Venezuela depuis 2021 (cf. nos [brèves du 27 février](#)), tout en important des intrants et du carburant. Ainsi, PdVSA souhaite :

- **maintenir la production sur les trois JV avec Chevron**, entre 105 000 et 138 000 barils par jour (bpd) ;
- **acheminer une partie de la production de pétrole brut vers les raffineries au Venezuela, et trouver des marchés alternatifs aux États-Unis pour la partie restante.** Pour mémoire, Chevron exportait l'intégralité du pétrole produit vers les États-Unis ;
- **recycler une plus grande partie du naphta importé** (intranant pétrolier nécessaire à la production de carburant) et utiliser les diluants produits localement au sein du complexe de raffinage *Paraguana* (2^e complexe de raffinage du monde,

après la raffinerie de *Jamnagar* en Inde, opérée par Reliance).

Pour ce faire, PdVSA devra mettre hors-service certaines usines de valorisation de brut utilisées par Chevron pour l'exportation vers les États-Unis, afin de produire les diluants localement. Il s'agit ici d'un retour à la stratégie que PdVSA avait mise en place entre 2019 et 2021, quand Chevron ne pouvait pas opérer : une situation similaire à ce que connaîtra le Venezuela après le 3 avril prochain. Cette réorganisation doit permettre une production locale de carburant, mais limitera les exportations de pétrole brut, et donc la génération des devises liées.

Dans le même temps, Chevron ferait du lobbying auprès de l'OFAC pour obtenir un délai supplémentaire de 60 jours, afin de terminer en bonne et due forme la liquidation de ses opérations exigée dans la LG41A.

En janvier et février, les recettes de PdVSA ont augmenté de +42 % en g.a.

Avant l'entrée en vigueur de l'annulation des licences de l'OFAC en faveur de Chevron au 3 avril prochain, les recettes de PdVSA se portent bien : **les exportations de pétrole du Venezuela sur les deux premiers mois de l'année ont augmenté +39 % en g.a.**, à 900 700 bpj en moyenne sur la période. Le prix du pétrole vénézuélien, le *Merey*, a peu évolué sur la période, entre 65 USD et 67 USD par baril (similaire aux deux premiers mois de 2024). Toutefois, les exportations de pétrole vénézuélien ont bénéficié d'une moindre décote, en raison du fait qu'une plus large partie du pétrole a pu être exportée sur les marchés formels grâce aux licences (générales et spécifiques) permises par l'OFAC : **les recettes dépasseraient ainsi 3,1 Md\$ sur les deux premiers mois de 2025, soit une hausse de +42 % en g.a. et de +83 % par rapport aux mois de janvier et février 2023.**

En raison du déficit de production, Corpoelec est contraint de rationner la distribution d'électricité.

Les ménages d'au moins neuf des 23 États vénézuéliens sont actuellement sujets à des coupures d'électricité entre deux et douze heures par jour.

Cela serait dû au fait que la Corporation nationale d'électricité (Corpoelec) présente un déficit de 1 600 à 1 800 MW aux heures de pointe, soit 12 % de la demande qui est estimée à 14 000 MW. Les experts soulignent qu'il existe suffisamment de centrales thermiques installées dans le pays pour répondre à la demande d'électricité, mais que la plupart sont soit hors-service soit impactées par la pénurie de combustible.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2024 p	2024 p			2024 p.	2024 p.			
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)